

7 Jours Filpac Cgt

Directeur de publication : Marc Peyrade - Rédaction : Jean Gersin - n° 55

LE COMBAT CONTRE L'AUSTÉRITÉ REÇOIT UNE LEÇON DE GREC

1 Les faits

Extraits de l'accord Tsipras-Union européenne, 12 juillet 2015, adopté par les Parlements (grec, allemand et français)

Le gouvernement (grec) doit consulter les institutions (BCE FMI UE) et convenir avec elles de tout projet législatif dans les domaines concernés dans un délai approprié **avant de le soumettre** à la consultation publique ou au Parlement.

Mener d'ambitieuses **réformes des retraites** et définir des politiques visant à compenser pleinement l'incidence budgétaire de l'arrêt de la cour constitutionnelle relatif à la réforme des pensions de 2012 et mettre en oeuvre **la clause de déficit zéro** ou des mesures alternatives mutuellement acceptables d'ici octobre 2015;

En ce qui concerne le marché du travail, entreprendre un réexamen rigoureux et une modernisation des négociations collectives, de l'action syndicale et, conformément à la directive pertinente de l'UE et aux bonnes pratiques, **des procédures de licenciement collectif** selon le calendrier et l'approche convenus avec les institutions.

Élaborer un **programme de privatisation** nettement plus étoffé avec une meilleure gouvernance; des actifs grecs de valeur seront transférés dans un fonds indépendant qui monétisera les actifs par des privatisations et d'autres moyens... Ce fonds serait mis en place en Grèce et géré par les autorités grecques **sous la supervision** des institutions européennes concernées.

Moderniser et considérablement renforcer l'administration publique grecque, et mettre en place, **sous l'égide de la Commission européenne, un programme de renforcement des capacités et de dépolitisation** de l'administration publique grecque.

S'y ajoute la mesure de relèvement de la taxe à la consommation, la TVA, de **10 points**, ce qui va provoquer une hausse violente des prix, sur fond d'un chômage à 27%.

Cet accord est une mise sous tutelle néocoloniale de la Grèce par la Troïka, qui vise comme en France, d'abord les revenus du Travail pour protéger le Capital financier.

2 Pourquoi la Grèce est un os en travers du gosier syndical ?

a. La Troïka - banque centrale européenne, Fmi et commissaires européens - a démontré qu'**on ne négocie pas avec elle**, on se soumet ou on se démet.

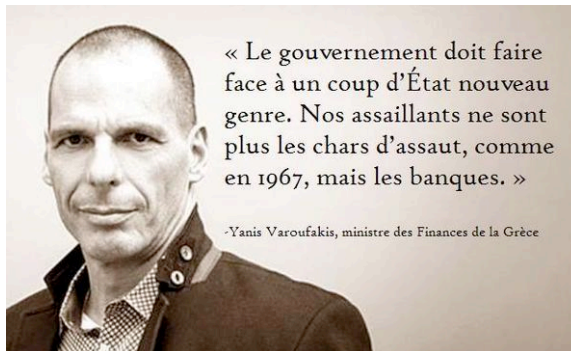
Les institutions européennes, prétendument solidaires, ne défendent que la cause des banques. Et que veulent les banques ? Continuer en toute impunité à pratiquer le **terrorisme de la dette**.

b. La dette, qui en France représente près de 100 % de la richesse produite - le PIB - est un outil à la disposition des seules banques privées et institutions financières pour imposer l'austérité.

Comment s'exerce le chantage à la dette ?

- Les gouvernements, français comme grec - ou ailleurs en Europe de l'euro -, empruntent pour leurs dépenses quotidiennes aux banques privées, dont la monnaie unique est gérée par la BCE. Ces banques, créancières des Etats, pratiquent des taux d'intérêt à la convenance de la BCE. Dans le cas grec, ils ont été exorbitants. C'est ce qui a causé l'envolée de la dette grecque, **de 103 % du Produit Intérieur Brut en 2007 à 175,4 % en 2014**.

- Les mêmes banques, françaises, italiennes et allemandes dans le cas grec, spéculent sur la dette qu'elles créent. **La dette d'un État national est devenue un produit financier**, comme en 2007 les *subprimes*



« Le gouvernement doit faire face à un coup d'État nouveau genre. Nos assaillants ne sont plus les chars d'assaut, comme en 1967, mais les banques. »

-Yanis Varoufakis, ministre des Finances de la Grèce

immobilières aux USA. Afin de parvenir à l'accord du 12 juillet les banques ont créé la panique sur le marché financier tout en coupant le robinet d'approvisionnement des banques grecques.

L'accord obtenu en Grèce, comme la politique de Hollande, donne l'absolue priorité au service de la dette, c'est-à-dire au remboursement des intérêts, dont le montant est à disposition... des banques. Le peuple grec est considéré comme une foule esclave vouée au service de la dette privée, infligée par la politique publique.

Sommes-nous en France si loin de la Grèce ?

G Tsipras, en signant cet acte de reddition, a fait comme Hollande !

Élu par l'espoir de tout un peuple de lutter contre le pouvoir des banques, comme Hollande fut élu contre la finance, Tsipras cède sur toute la ligne. Il s'en prend donc aux retraites, augmente l'impôt contre les pauvres, la TVA, sans toucher ni aux mécanismes de la dette ni aux riches oligarques (armateurs, église, lobby militaire). Il convient que les licenciements et le droit du travail ne sont pas assez libres pour les patrons. C'est l'exacte réplique de nos lois Macron et Rebsamen, et de la politique de soumission de Hollande à l'Union européenne (la « règle d'or »).

3 Quelles leçons tirer pour notre combat contre l'austérité

1. L'expérience grecque oblige le mouvement syndical à prendre conscience de l'énorme obstacle que constituent l'euro et l'Union Européenne. L'UE n'est pas une force de paix, de progrès et de démocratie, contrairement à ce que prétend la Confédération européenne des syndicats : c'est un ensemble despotique d'institutions et de règles au service du projet capitaliste des grands groupes industriels et financiers. Ceux-ci veulent faire table rase des conquêtes sociales et démocratiques pour affronter la concurrence dans l'arène mondiale.

2. La cruauté de l'austérité imposée une nouvelle fois au peuple grec est à la mesure de la peur des classes dominantes d'Europe. Peur face à la victoire de Syriza et à la décomposition de la social-démocratie grecque, donc à l'absence d'une solution politique de rechange pour la bourgeoisie. Peur face au risque de contagion en Europe. Peur, surtout, face à la fantastique mobilisation populaire qui a débouché sur la victoire du « Non » au référendum, et qui risquait de donner à cette contagion une dynamique incontrôlable.

3. La preuve est faite qu'une politique sociale, démocratique et écologique n'est pas réalisable sans mettre à bas l'UE. L'alternative n'est pas le repli sur les Etats nationaux (FN) – une voie sans autre issue que le retour de la guerre entre puissances européennes – mais un combat visant à paralyser l'UE afin de rendre possible la création par les peuples d'une Europe conforme à leurs besoins

4. Avancer en direction d'une autre Europe implique de coordonner les luttes contre l'austérité. Le refus intransigeant de l'austérité, l'exigence d'une politique démocratique et du respect de la souveraineté populaire, des mesures concrètes contre le sabotage capitaliste intérieur et extérieur - telles que la socialisation des banques, le contrôle des capitaux, le cadastre et l'imposition des patrimoines, la suspension du paiement de la dette et son annulation, le contrôle ouvrier dans les entreprises – sont une condition sine qua non pour atteindre ce but.

5. L'adversaire n'est pas « l'Allemagne » mais le capitalisme et ses institutions, au premier rang desquelles l'Union européenne. L'euro n'est pas la monnaie que l'Allemagne impose à l'Europe mais celle dont le capital européen a besoin pour réduire ses frais de transaction, renforcer la finance et disposer d'un grand marché pour ses multinationales. Le néolibéralisme n'est pas un dogme allemand produit par l'idéologie luthérienne ou par le passé nazi de l'Allemagne, mais la seule forme existante du capitalisme international aux prises avec sa double impasse sociale et écologique. La domination allemande sur l'Union européenne n'est pas une domination nationale mais une domination du capital, dont les travailleurs d'Allemagne sont aussi les victimes. Gardons-nous des propos démagogiques qui détournent notre attention de notre adversaire réel. L'alternative n'est pas un « front des démocrates » contre l'Allemagne, c'est un front des exploités et des opprimés contre le capital et ses institutions.